

« Le discours colonial s'est abîmé dans la boue des tranchées »

LE MONDE | 08.07.2014 à 11h06 |

Propos recueillis par Gaidz Minassian et [Antoine Reverchon](#) ([journaliste/antoine-reverchon/](#))



Soldats brûlant un village de nomades pour prendre possession d'un secteur de tir sans obstacles près du fort allemand de Mora. Sava (Cameroun), décembre 1914. | © TopFoto / Roger-Viollet

Jean-François Klein est maître de conférences d'histoire des colonisations en Asie à l'université de Nantes, chercheur au Centre de recherches en histoire internationale et atlantique (CRHIA) à Nantes et associé au Centre Roland-Mousnier (Paris -Sorbonne). Ses travaux et publications portent sur les Empires coloniaux et l'histoire impériale de la France en Asie. Il a publié de nombreux ouvrages dont, en codirection, *L'Atlas des empires coloniaux, XIX^e-XX^e siècles* (Autrement, 2012).

Quel est l'état d'esprit des colons et des colonisés en 1914 ? Adhèrent-ils au principe de la défense de la patrie ?

Jean-François Klein : Cela dépend du statut des possessions : concessions, colonies et, ou, protectorats. La plupart des gouverneurs coloniaux usent de tous les moyens : la conscription, le tirage au sort, la « presse » (c'est-à-dire l'engagement « volontaire » sous pression), parfois même la chasse à l'homme. Dans l'empire français, des révoltes ont éclaté en 1916-1917 au Cambodge, au Vietnam, au Niger et en Algérie. Mais ces mouvements sont peu suivis et circonscrits par les autorités coloniales : il n'y a pas de vagues de fond anticoloniales. Les métropoles étant trop occupées, l'occasion aurait été belle d'essayer de prendre le large, comme tentèrent de le faire les Irlandais en 1916. Au contraire, les colonies restent stables.

Cela s'explique par le réformisme des administrateurs coloniaux, qui ouvrent les représentations aux élites indigènes « éduquées », et la réponse des colonisés qui prennent au mot les dominants, prouvant leur capacité de résistance et de négociation en situation coloniale. Comme le rappellent Romain Bertrand et Jean-François Bayart, la colonisation est en effet une « *transaction hégémonique* » : l'indigène ne subit pas seulement, il est aussi acteur de son destin dans le cadre limité et asymétrique que le système lui laisse.

Les élites autochtones ne réclament pas encore l'indépendance, mais une association véritable. Le « consentement à la guerre » est un atout politique, une carte dont elles s'emparent pour négocier l'évolution de leurs statuts. Il s'agit plus d'une demande d'intégration et d'égalité que d'une volonté indépendantiste.

N'oublions pas qu'au moins 90 % des populations colonisées sont bien souvent des ruraux illettrés, et qu'elles obéissent aux élites traditionnelles qui ont pactisé avec le pouvoir colonial. Ceux qui « bougent » sont des urbains formés comme cadres subalternes par les coloniaux, ces « nouvelles élites » que les Anglais appellent les « *educated* » (éduqués) et les Français d'Afrique les « évolués ». Il en va ainsi de l'engagement du député Blaise Diagne (1872-1934), qui joua un rôle déterminant dans le recrutement de la « Force noire » souhaitée par le général Mangin (1866-1925) depuis 1910.

Les Antilles ont-elles une place particulière ?

Comme dans le cas des quatre communes du Sénégal (Dakar, Gorée, Saint-Louis et Rufisque), de La Réunion et de la Guyane, les habitants de la Martinique et de la Guadeloupe ne font pas leur service militaire et sont donc citoyens de « presque plein droit ». Seuls sont acceptés dans les forces armées les engagés, par crainte de créer sur place des bastions militaires qui, à terme, pourraient former des embryons d'armées « nationales », comme en Amérique latine au début du XIX^e siècle. On préfère assurer la défense par l'infanterie de marine métropolitaine. Mais les futurs « domiens » revendiquent le droit d'être mobilisables afin de devenir des citoyens de plein droit. Fiers de leur statut à part, ces « hoplites noirs » réclament de servir dans des corps métropolitains et non dans des structures « indigènes ». Le but des 20 000 hommes des bataillons créoles est d'affirmer par l'impôt du sang versé leur pleine citoyenneté et de tenter de briser la barrière raciale.



Soldats algériens, en 1916. | UIG / Getty Images / Universal History Archive/Getty Images

La mobilisation est-elle forte dans les empires ?

Ne serait-ce qu'en termes de déploiement de troupes et de fronts, la guerre est mondiale dès le début. Tous les mobilisés ne partent pas pour l'Europe ; ils contribuent à défendre « leurs » territoires. Les Français ont mobilisé à peu près 650 000 hommes dans leurs colonies (y compris les coloniaux – civils, militaires et missionnaires), ce qui est peu au regard des 7 800 000 métropolitains mobilisés. Les troupes coloniales représentent ainsi à peu près 8 % des combattants. L'Algérie – colonie de peuplement – donne 73 000 hommes, tandis que les autres colonies ne parviennent à rassembler guère plus de 4 000 mobilisables.

Ce sont donc les colonisés, les « indigènes », qui fournissent les plus importants contingents issus de l'empire : tirailleurs algériens, annamites, cambodgiens, kanaks, malgaches, « sénégalais », tahitiens, tonkinois, tunisiens, tirailleurs et goumiers marocains. L'intérêt pour ces hommes tient peut-être au fait que près de 40 % des grands généraux français – ceux qui commandent des corps d'armée en 1914-1918 – sont passés par les colonies à un moment donné de leur carrière. Mais tous ne sont pas combattants: si 90 000 « Indochinois », par exemple, viennent en France, seulement 42 000 combattront, à Salonique surtout, tandis que les autres assurent la garde des arsenaux ou travaillent dans les usines d'armement, tout comme leurs frères de peine malgaches.

Du côté des Britanniques, aux 5 700 000 métropolitains (dont 500 000 Ecossais et 200 000 Irlandais) engagés et mobilisés s'ajoutent 1 315 000 hommes venus des quatre dominions (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud), 1 400 000 Indiens et 57 000 Africains, sans compter le reste, au total près de 3 millions d'hommes issus de l'empire. Seulement 12 % des troupes indiennes sont stationnées en Europe, en particulier vers Dunkerque et Ypres, le reste étant employé en Afrique et au Moyen-Orient. En revanche, les troupes blanches des dominions sont surtout déployées en Europe occidentale.

L'Allemagne , quant à elle, mobilise en Afrique, à Qingdao (sa colonie chinoise), et dans l'archipel Bismarck, en Mélanésie, près de 26 300 hommes.

Les puissances coloniales rivales ont-elles utilisé les revendications d'autonomie ou d'indépendance des populations autochtones de leurs adversaires ?

C'est l'un des enjeux de la guerre. La propagande vise à soulever les colonies contre leurs métropoles afin de fixer le plus possible de troupes sur place et d'éviter qu'elles ne viennent renforcer les effectifs sur le front européen. C'est le cas des Allemands, qui ciblent les populations du Maroc . Français et Britanniques, eux, jouent la carte du nationalisme arabe contre l'Empire ottoman allié à Berlin. Enfin, dans tous les empires, on utilise ce que l'on appelle les « races martiales » pour combattre . Il s'agit des populations estimées plus guerrières que d'autres, et qui forment les corps indigènes : les Sikhs de l'Inde , les Gurkhas du Népal , les Berbères des goumiers marocains, les Kabyles des compagnies de zouaves...



Comment la guerre change-t-elle l'attitude des colonisés vis-à-vis des colons ?

L'armée et la guerre forment des combattants et des cadres. Les colonisés de retour du front n'ont pas perçu l'expérience combattante comme une humiliation raciale. Pas plus qu'ils n'ont servi de chair à canon ! Le nombre de morts n'est pas plus élevé chez les « *colored* » que chez les Blancs. Au contraire, ils ont souvent eu au sein de l'armée et en Europe une liberté qu'ils n'avaient pas dans les colonies, en dépit de tentatives pour limiter les contacts avec les autochtones, surtout avec les femmes blanches.

Mais aucune barrière socio-raciale n'est jamais étanche. En dépit des vexations, nombre de ces anciens combattants ont connu la fraternité des armes, le respect de leurs chefs, durement gagné. Les problèmes se posent surtout lors du retour dans les colonies, lorsque l'ancien combattant reçoit de plein fouet la morgue coloniale. « *Le mépris, ça tue !* », rappelle l'anthropologue Georges Condominas. Ces hommes ont donné leur vie en se battant aux côtés des Blancs. Là commence la remise en question du « lien colonial ».

Certains, auréolés de leur gloire combattante, participent en tant que cadres subalternes à l'administration coloniale et forgent leurs propres stratégies d'ascension sociale. Sont-ils des traîtres ? Certains indépendantistes le pensent. Le cas des quelques centaines de Cambodgiens mobilisés est intéressant. Après la guerre, un monument aux morts a été érigé en hommage aux victimes. Lors de la prise de Phnom Penh le 17 avril 1975 par les Khmers rouges, seulement deux bâtiments très symboliques sont dynamités : la cathédrale et le monument aux morts de la guerre de 1914-1918, car ce dernier célébrait la fraternité entre Français et Cambodgiens. C'était le symbole de la dette de sang qui gêne encore, en 1975, des cadres maoïstes formés...par les communistes français.

Quel a été le rôle de la guerre de 1914 dans le processus de décolonisation ?

Elle fait prendre conscience aux élites et aux soldats engagés qu'il y a peut-être une autre dimension à donner au rapport colonial. Dans les années 1920, les coloniaux lâchent du lest aux élites indigènes pour qu'elles collaborent davantage. L'hégémonie culturelle fabrique des êtres hybrides capables de prendre la relève des cadres coloniaux. Mais la guerre a aussi prouvé que les empires étaient indispensables à la survie économique des métropoles. Dans l'entre-deux-guerres, ces dernières glissent vers l'autarcie impériale. Les colonies deviennent des béquilles des économies métropolitaines.

Cette préférence impériale, concomitante à la montée en puissance de cadres subalternes locaux qui n'obtiennent pas les places qu'ils estiment devoir être les leurs, radicalise les conflits entre colons et colonisés. Le tout, conjugué à la poussée démographique et à la misère sociale des petits paysans, crée une bombe prête à exploser. Les grands commis de l'Etat impérial en sont conscients, mais il leur est impossible de freiner une machine infernale dont la seconde guerre mondiale sera un accélérateur : le temps des indépendances

était arrivé.

En 1919, le Komintern clame depuis Moscou que toutes les nations colonisées sont des nations prolétarisées qu'il faut libérer, tandis que le Saint-Siège amorce la marche vers les décolonisations en demandant aux cadres missionnaires de ne plus se mêler aux affaires coloniales: il faut que l'Eglise puisse rester après la dissolution des empires... Enfin, l'un des principes énoncés par le président américain Woodrow Wilson, celui sur « *le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », a fait l'effet d'une bombe dans les colonies. Manuel L. Quezon (1878-1944), député élu de l'Assemblée des Philippines en 1907 et représentant démocrate des Philippines au Congrès des Etats-Unis depuis 1909, rappelle à M. Wilson que « *les Philippins aussi veulent l'indépendance* ».

Dans la même veine, le futur Ho Chi Minh réclame sur les marches du palais de Versailles l'indépendance pour son peuple. Bref, le discours sur la mission civilisatrice des colons s'est abîmé dans la boue des tranchées, et les promesses données en échange de plus de loyalisme n'ont pas été tenues. De la circulation des hommes et des idées étaient nés les germes d'un autre conflit mondial, celui des indépendances.

Gaidz Minassian

[Antoine Reverchon \(/journaliste/antoine-reverchon/\)](#)

Suivre

Journaliste au Monde